

7. Représentation et alignement gouvernemental

« Aligner l'allocation des ressources gouvernementales à l'importance de l'industrie de la transformation agroalimentaire »

Table des matières

Problématique	83
Positions	87
Intervenants clés	88
Sources d'information et experts consultés	89
Membres de l'Alliance de la transformation agroalimentaire	90

Problématique

Sommaire exécutif

Le secteur de la transformation agroalimentaire a une contribution importante au revenu du gouvernement québécois grâce à une forte valeur ajoutée qui en fait le 1^{er} créateur de valeur manufacturière.

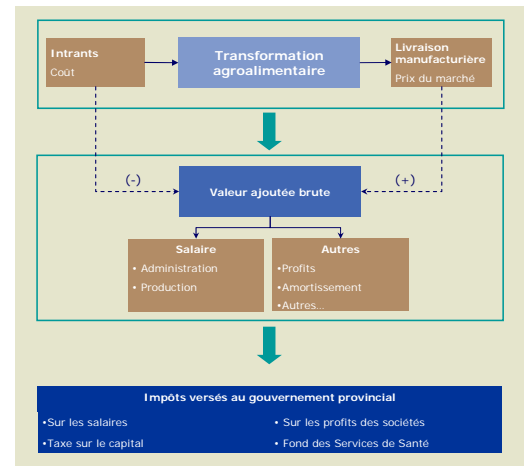
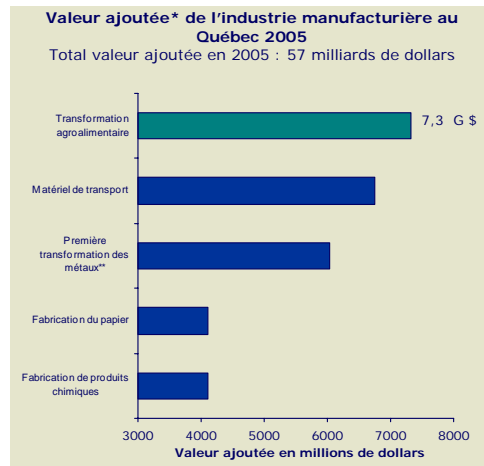
De plus, la transformation agroalimentaire est le deuxième secteur manufacturier en termes de contribution au PIB du Québec et le premier employeur manufacturier de la province. Plus encore, c'est un maillon essentiel de la chaîne de valeur de l'agroalimentaire qui joue un rôle majeur dans l'économie québécoise.

Cependant, les problématiques de la transformation agroalimentaire sont de plus en plus transversales et complexes. Ainsi, **le gouvernement devrait jouer un rôle de catalyseur** pour supporter la transformation agroalimentaire. Or, il apparaît que la transformation agroalimentaire est **une industrie au profil de plus en plus exportateur et innovateur**. Aussi, **Transformation Alimentaire Québec (TRANSAQ) devrait être sous la responsabilité du Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation (MDEIE)** pour que le soutien du gouvernement soit aligné avec les besoins de la transformation agroalimentaire.

Complémentairement, le nombre croissant de parties prenantes demande l'instauration d'un leader gouvernemental fort. En 2005, le Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (MAPAQ) a reconnu cela en créant Transformation Alimentaire Québec (TRANSAQ) qui a pour mission « d'appuyer le développement de l'industrie de la transformation alimentaire au bénéfice de l'ensemble des régions du Québec ». Il faut donc tout mettre en œuvre pour que **TRANSAQ**, organisme créé récemment, **s'impose comme le leader gouvernemental de la transformation agroalimentaire**.

Valeur ajoutée de la transformation agroalimentaire

La transformation agroalimentaire est l'un des moteurs économiques principaux du Québec car elle a d'excellentes retombées économiques en termes de PIB, d'emplois et d'expéditions manufacturières. Plus encore, la transformation manufacturière crée de la valeur et est ainsi la 1^{ère} industrie manufacturière en termes de valeur ajoutée avec 7,3 milliards de dollars en 2005. Or, le niveau de contribution d'une industrie au revenu du gouvernement par le biais des impôts est proportionnel à la valeur ajoutée que crée cette industrie, tel qu'illustré dans le schéma suivant :



*Valeur ajoutée manufacturière : correspond à la valeur des expéditions de produits de propre fabrication en tenant compte de la variation nette des stocks de produits en cours de fabrication et de produits finis, moins le coût des matières et fournitures utilisées et le coût du combustible et de l'électricité consommée ainsi que les montants versés à d'autres pour du travail à forfait.

Source : Institut de la Statistique du Québec

La transformation agroalimentaire est l'un des moteurs principaux de l'économie québécoise

Ainsi, il est clair que, par sa forte valeur ajoutée, la transformation agroalimentaire est **un contributeur majeur au revenu du gouvernement provincial**.

De plus, les maillons de l'industrie agroalimentaire sont fortement interdépendants au Québec et la santé économique de chaque maillon est donc fortement corrélée à celle des autres maillons. Par exemple, 73 % des recettes agricoles proviennent directement de la vente aux transformateurs. Ainsi, la performance de la transformation agroalimentaire a un impact sur l'ensemble de l'agroalimentaire au Québec, soit plus de 450 000 emplois et 14,3 milliards de PIB en 2005.

Soutien gouvernemental de la transformation agroalimentaire

La transformation agroalimentaire doit surmonter des défis majeurs, tels la concurrence mondiale, la concentration de la distribution et les besoins complexes et changeants des consommateurs. **Les enjeux qui s'annoncent demandent donc de la part de l'industrie de la transformation agroalimentaire une hausse significative de ses investissements**, aussi bien en marketing et formations qu'en équipements et en R-D par exemple.

Pour aider le succès de l'industrie, le gouvernement provincial a un rôle déterminant à jouer car il peut devenir un catalyseur. Pour encourager et pérenniser l'un de ses fleurons industriels, **le gouvernement provincial doit donc joindre ses efforts aux industriels et investir davantage dans la transformation agroalimentaire**.

De plus, la transformation agroalimentaire est une industrie manufacturière qui **s'oriente de plus en plus vers les technologies de pointe et les marchés internationaux**. Ce virage stratégique est fondamental pour assurer le succès futur de la transformation agroalimentaire. Or, d'après la répartition de son budget notamment, il apparaît que le MAPAQ est un ministère plus orienté vers le côté primaire de l'agroalimentaire.

Enjeu 1 : La transformation agroalimentaire nécessite un meilleur soutien du gouvernement

Le gouvernement provincial doit investir davantage dans la transformation agroalimentaire

Répartition des dépenses du MAPAQ et les organismes affiliés 2005-2006

Catégorie	Dépenses (en millions dollars)
Producteur*	136,3
TRANSAQ	2,3
Autres	40,8
Transferts – MAPAQ	179,4
Transferts - Financière Agricole	305
Coûts administratifs (MAPAQ, RMAAQ, CPTAQ)	174,3
Total des dépenses	658, 7

*95,6M de dollars ont servi au remboursement des taxes foncières et des compensations aux exploitations agricoles, 26,7M de dollars au programme Prime-Vert et 14M de dollars à l'amélioration de la santé animale.

Source : Rapport annuel MAPAQ 2005-2006

Le TRANSAQ devrait être sous la responsabilité du MEDEIE

Le Ministère du Développement Économique, de l'Innovation et de l'Exportation (MDEIE) est, quant à lui, par définition le ministère le plus à même de soutenir les efforts d'exportations et d'innovation d'une industrie. Cela est vrai non seulement en terme de budget, mais aussi en termes de programmes d'assistance. Ainsi, pour supporter adéquatement le développement industriel de la transformation agroalimentaire, il faut **transférer TRANSAQ**, organisme voué au développement de la transformation agroalimentaire, **sous la responsabilité du MDEIE**.

Une des conséquences concrètes et nécessaires de cette modification est que la transformation agroalimentaire serait incluse dans la stratégie d'innovation du gouvernement publiée en décembre 2006 par le MDEIE pour soutenir son profil innovateur.

Rôle de TRANSAQ

De plus, par sa complexité grandissante, la transformation agroalimentaire compte un nombre croissant d'intervenants clés (voir une liste non exhaustive en annexe) car elle fait face à des enjeux de plus en plus pointus comme la salubrité des aliments et l'innovation. Aussi, la transformation agroalimentaire touche maintenant des problématiques concernant plusieurs ministères et organismes gouvernementaux en plus du MAPAQ parmi lesquels le MDEIE et le ministère des Finances.

Les problématiques modernes de la transformation agroalimentaire sont non seulement de plus en plus complexes mais aussi **de plus en plus transversales, ce qui nécessite donc une concertation accrue d'un nombre important d'intervenants**.

Une telle concertation ne peut être obtenue de façon efficace **qu'en instaurant un leader dans l'industrie** qui créera le ralliement autour de lui. Le gouvernement a d'ailleurs reconnu cette nécessité en 2005 en créant TRANSAQ, agence vouée au développement de la transformation agroalimentaire et qui a pour objectifs :

Positions de l'Alliance de la transformation agroalimentaire :
Représentation et alignement gouvernementale (document confidentiel, version 11.06.2007)
Commission sur l'avenir de l'agriculture et de l'agroalimentaire québécois

- D'offrir aux entreprises de la transformation alimentaire un accès intégré aux différents services et programmes gouvernementaux qui leur sont destinés;
- De mettre à contribution de manière coordonnée et active, les agents gouvernementaux concernés par les besoins et les projets des entreprises;
- D'offrir, en raison de son expertise, les produits et services gouvernementaux propres à l'industrie.

Toutefois, ce mouvement n'en est qu'à **ses premiers pas et l'effort doit être soutenu et intensifié** à l'avenir pour avoir une valeur ajoutée forte. A titre d'exemple, notons que le budget du TRANSAQ est encore limité (6,4 millions de dollars en incluant les salaires en 2005-2006) et qu'il ne soutient directement que deux programmes :

- L'amélioration de la compétitivité de l'industrie québécoise des boissons alcooliques artisanales : 6 millions de dollars sur 3 ans dont 1 million de dollars en 2005-2006.
- La mise en œuvre du plan d'action pour la mise en valeur des produits régionaux et de niche : 3 millions de dollars sur 3 ans dont 1 million de dollars en 2005-2006.

A titre de comparaison, le budget total du MAPAQ en 2005-2006 était de 658,7 millions de dollars dont 305 furent versés à la Financière Agricole. Aussi faut-il se demander si le budget de TRANSAQ est à la mesure de ses objectifs et à la mesure des enjeux auxquels la transformation agroalimentaire va faire face.

En conclusion, **TRANSAQ devrait jouer un rôle de leader au sein du gouvernement** du Québec pour l'industrie de la transformation agroalimentaire et aider à créer les synergies nécessaires entre les différentes parties prenantes et devrait donc **avoir les moyens financiers nécessaires à un tel rôle.**

Enfin, la gouvernance de TRANSAQ et de l'État doit être garante de la juste représentation de l'industrie de la transformation agroalimentaire pour assurer un équilibre entre les différents intervenants et notamment l'adhésion, la reconnaissance de TRANSAQ. En effet, pour que TRANSAQ joue le rôle de leader décrit précédemment de façon viable à long terme, il faut s'assurer qu'il soit écouté et respecté par l'industrie de la transformation agroalimentaire dans son ensemble ainsi que par les autres intervenants gouvernementaux. **La mise en place de règles de gouvernance claires, transparentes, et soucieuses de l'équilibre des forces recherché est un enjeu s'appliquant aussi à la Financière agricole et à la Régie des marchés agricoles entre autres.**

Le rôle de leader gouvernemental de TRANSAQ devrait être supporté par un budget plus conséquent

La mise en place de règles de gouvernance claires, transparentes, et soucieuses de l'équilibre des forces recherché est un enjeu s'appliquant aussi à la Financière agricole et à la Régie des marchés agricoles entre autres

Positions

Enjeux

- Les investissements dans la transformation agroalimentaire doivent augmenter.
- L'industrie de la transformation agroalimentaire nécessite un meilleur soutien et assistance du gouvernement (ex. : MDEIE) pour renforcer son profil exportateur et innovateur.
- TRANSAQ doit assurer la juste représentation de la transformation agroalimentaire.

Positions	Interventions possibles du gouvernement provincial			
	Législation	Concertation	Soutien et assistance	Financement
7.1 Soutenir la transformation agroalimentaire à la hauteur de son importance économique par les actions suivantes : <ul style="list-style-type: none"> – Hausse générale des investissements du gouvernement dans la transformation agroalimentaire; – Transfert de TRANSAQ sous la responsabilité du Ministère du Développement Économique, de l'Innovation et de l'Exportation (MDEIE) afin de soutenir fortement son profil exportateur et innovateur. 		●	●	●
7.2 Renforcer le rôle de TRANSAQ en : <ul style="list-style-type: none"> – Augmentant le budget de TRANSAQ, et ce en phase avec l'importance de l'industrie dans l'économie québécoise ; – Transférant TRANSAQ sous la responsabilité du MDEIE. 			●	●
7.3 Mettre en place des règles de gouvernance claires, transparentes, et soucieuses de l'équilibre des forces recherché au sein de la Financière agricole et de la Régie des marchés agricoles entre autres.	●	●		

Intervenants clés

- Le **Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation** (MDEIE), car l'innovation, la recherche et la productivité sont des sources de croissance et donc de succès à long terme, en particulier avec la compétition accrue des pays émergents. Notons à ce titre que le MDEIE a publié récemment sa nouvelle stratégie concernant l'innovation au Québec, intitulée « Un Québec innovant et prospère » qui représente un investissement supplémentaire de 888 millions de dollars en recherche et innovation sur la période 2007-2010 pour un budget total de 1,166 millions de dollars. Si cette initiative est louable, il faut toutefois s'assurer que toutes les industries en bénéficieront équitablement et que les industries de pointe telles l'aéronautique, la pharmaceutique et la biotechnologie ne seront pas les seules grandes gagnantes de cette initiative.
- le **Ministère de la Santé et des Services Sociaux**, car la problématique de salubrité des aliments est plus que jamais au centre des discussions.
- Le **Ministère des Transports**, car dans un contexte de mondialisation, la chaîne de valeur de la transformation prend une ampleur géographique mondiale, ce qui implique aussi des problématiques environnementales.
- Le **Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport et Emploi-Québec** en particulier, car la pénurie de main d'œuvre qualifiée et le manque d'inscription dans les établissements de formations en transformation agroalimentaire sont des enjeux critiques.
- Le **Ministère des Finances**, car pour rester compétitive, la transformation agroalimentaire doit faire suffisamment d'investissements. Par exemple, la création d'un incubateur bioalimentaire à la Pocatière a nécessité des investissements de 7,2 millions de dollars principalement financés par le gouvernement du Québec dans le cadre du Plan d'accélération des investissements public (PAIP) et d'autres immobilisations. De plus, les mesures fiscales comme les crédits d'impôts pour la R-D sont des outils fondamentaux pour que la transformation agroalimentaire assure sa survie à long terme.
- Le **ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs**, car la transformation agroalimentaire, en tant que première industrie de transformation du Québec, se doit d'assurer le respect de l'environnement.
- Les **fonds fiscalisés** : le gouvernement appuie la croissance du capital de sociétés d'investissement (Fonds de solidarité des travailleurs du Québec, Fondation et Capital régional et coopératif Desjardins) par le biais d'un crédit d'impôts aux particuliers qui en deviennent actionnaires. Ces sociétés ont un rôle essentiel à jouer dans l'avenir de la transformation agroalimentaire en soutenant sa productivité par les investissements adéquats par exemple.
- Les **sociétés gouvernementales de financement** comme la SGF-Soquia, Investissement-Québec et la Caisse de dépôt et de placement du Québec (CDPQ) sont des sources de financement sans lesquelles la transformation agroalimentaire québécoise aurait des difficultés à rester compétitive.

Sources d'information et experts consultés

Documents consultés	
Document	Année
MAPAQ, Rapport Annuel	2005 / 2006
TRANSAQ, Rapport Annuel	2005 / 2006
MAPAQ, Industrie bioalimentaire au Québec	2006
Statistique Canada, Base de données	2006
Emploi Québec, Le marché du travail et l'emploi sectoriel au Québec 2006-2010	2006
TRANSAQ, Site internet	2006
Ministère des Finances, Budget 2006-2007	2006
MDEIE, Un Québec innovant et prospère	2006
Institut de la statistique Québec, Base de données	2006

Membres de l'Alliance de la transformation agroalimentaire

Organismes	Représentant
Association des abattoirs avicoles du Québec (AAAQ)	Jacques Boulanger, Président du Conseil de direction
Conseil de la boulangerie du Québec (CBO), Conseil de la transformation agroalimentaire et des produits de consommation (CTAC)	Sylvie Cloutier, Vice-présidente Communication et Affaires publiques
Association Québécoise des industries de nutrition animale et céréalière (AQINAC)	Yvan Lacroix, PDG
Conseil des industriels laitiers du Québec (CILQ)	Pierre Nadeau, PDG
Association des manufacturiers de produits alimentaires du Québec (AMPAQ), Conseil de la transformation agroalimentaire et des produits de consommation (CTAC)	Jacques Légaré, PDG
Coopérative Fédérée du Québec (Montréal)	Paul Noiseux, Chef des finances
Conseil des viandes du Canada, section Québec (CVQ)	Sylvain Fournaise, Président